

Déclaration préalable du SNUipp-FSU à la CAPD de jeudi 18 janvier 2018



Le SNUipp-FSU présente à l'ensemble des membres de la CAPD ainsi qu'aux personnels des services départementaux de l'éducation nationale de l'Oise, ses meilleurs vœux pour 2018, année d'espoirs et de combats pour l'école.

Pour l'ensemble des fonctionnaires, l'année 2018 ne démarre pas favorablement: réintroduction de la journée de carence dont l'inefficacité est prouvée, gel du point d'indice, hausse de la CSG non compensée, remise en cause des missions des services publics, etc.

De plus, les annonces médiatiques de notre ministre sont désormais hebdomadaires et toujours en décalage complet avec les besoins réels de notre école. Elles imposent une vision libérale de l'école basée sur les neurosciences et l'individualisation des apprentissages sans tenir compte du professionnalisme des enseignant-es.

Les assises de la maternelle, le conseil scientifique, les évaluations mi-CP en EP sont autant de moyens pour imposer des pratiques, des outils, des méthodes mettant sous tutelle les enseignant-es.

Ces choix ne feraient qu'augmenter des inégalités scolaires déjà exacerbées par des inégalités sociales. L'école doit prôner le « tous capables », contre les déterminismes sociaux pour un projet ambitieux et juste. C'est le vœu que nous portons pour l'école que nous défendons.

L'évaluation doit rester un outil au service des enseignant-es et des élèves et ne peut être un moyen de pilotage du système éducatif.

L'école n'a pas besoin de polémiques et d'annonces médiatiques mais de moyens pour réellement fonctionner. À ce titre, et pour répondre aux réelles préoccupations de nos collègues qui ne sont pas celles du ministre, le SNUipp-FSU, dans l'Oise et partout en France lance une campagne nationale pour changer l'école dans une perspective de démocratisation.

A contrario, nos collègues attendent des annonces du ministre sur :

- des créations de postes en nombre suffisant. Les dédoublements en EP vont absorber la totalité des moyens et vont générer des suppressions de poste de remplaçants, de Rased, d'Esap, de PMC et dans les classes ordinaires. Le risque est grand de faire naître une concurrence entre les territoires ruraux et les quartiers défavorisés. De plus, la scolarisation des élèves à besoin éducatifs particuliers doit se faire avec des moyens, les équipes ne peuvent rester seules, livrées à elles-mêmes. Dans l'Oise, le SNUipp-FSU a déposé une alerte sociale pour exiger des moyens pour l'école et dénoncer la politique du ministère. Il est urgent de baisser les effectifs de toutes les classes, sans oublier les PMC, les Rased, l'ASH, le remplacement, la scolarisation des moins de trois ans, etc.
- une revalorisation salariale à la hauteur : le SNUipp-FSU et la FSU, se mobiliseront avec les personnels dans le cadre du prochain rendez-vous salarial en mars ;
- au moment où la souffrance au travail prend de plus en plus d'ampleur et que les démissions sont en hausse, il faut développer une vraie médecine de prévention. Pour la plupart d'entre nous, la dernière visite remonte à la visite préalable chez un médecin agréé. La situation de la médecine de prévention est alarmante. Dans ce contexte la médecine de prévention a son rôle à jouer pour prévenir les risques professionnels, agir sur les conditions de travail, garantir

une bonne santé au travail et le développement de dispositifs permettant de répondre aux problématiques des personnels (cessation progressive d'activité, aménagement du temps de service des personnels en situation de handicap, etc)... tout cela doit être possible. Le SNUipp-FSU demande donc des moyens pour la santé au travail.

Pour ce qui est du mouvement. Nous n'allons pas revenir sur l'ensemble de nos déclarations faites lors de la précédente CAPD en lien avec nos mandats mais pour ce qui est de la seconde phase du mouvement, nous en demandons le maintien.

Nous attendons tout de même, des éléments de réponse quant aux questions posées notamment par rapport aux modifications du barème et de la place de l'AGS.

Nous demandons également qu'une solution soit trouvée pour les collègues ERUN affectée à titre provisoire pour certains depuis plus de dix ans.